


NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



  
Distr.  
GENERALE  
8/1467  
9 mars 1950  
FRANCAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

LETTRE EN DATE DU 6 MARS 1950 ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR  
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA REPUBLIQUE FEDERATIVE POPULAIRE DE YUGOSLAVIE  
AUPRES DES NATIONS UNIES POUR LUI TRANSMETTRE LE RAPPORT ANNUEL DU GOUVERNEMENT  
MILITAIRE DE L'ARMEE YUGOSLAVE SUR L'ADMINISTRATION DE LA ZONE YUGOSLAVE DU  
TERRITOIRE LIBRE DE TRIESTE

Le 6 mars 1950

Monsieur le Président,

Conformément aux instructions du Gouvernement de la République fédérative populaire de Yougoslavie, j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport annuel du Gouvernement militaire de l'armée yougoslave sur l'administration de la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste pour la période comprise entre le 15 septembre 1948 et le 15 septembre 1949. Le Gouvernement militaire de l'armée yougoslave présente ce rapport en exécution du paragraphe 2 de l'article 17 du Statut permanent du Territoire libre de Trieste, ainsi que des dispositions de l'article 21 du Traité de paix avec l'Italie et des articles 1 et 3 de l'instrument relatif au régime provisoire du Territoire libre de Trieste.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir donner des instructions pour que ce rapport soit publié comme document du Conseil de sécurité.

Veuillez agréer, etc....

Ales Bebler

Représentant permanent de la République fédérative  
populaire de Yougoslavie auprès des Nations Unies

Rapport annuel du Gouvernement militaire de l'armée yougoslave sur l'administration de la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste pour la période comprise entre le 15 septembre 1948 et le 15 septembre 1949

# TABIE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Sujet</u>	<u>Page</u>
	Introduction . . . . .	4
I	Organisation du gouvernement civil et administration de la justice dans la zone yougoslave . . . . .	8
II	Activité des organisations . . . . .	11
III	Instruction publique . . . . .	13
IV	Services sociaux . . . . .	16
V	Santé publique . . . . .	18
VI	Situation économique . . . . .	19
VII	Finances . . . . .	25
VIII	Communications . . . . .	28
IX	Postes, télégraphes et téléphones . . . . .	29
ANNEXES		
I	Statistiques de la criminalité . . . . .	30
II	Liste des règlements et décisions ayant force de loi publiés par le Comité populaire régional de l'Istrie et son Comité exécutif entre le 1er septembre 1948 et le 1er septembre 1949 . . . . .	31
III	Organisations enregistrées . . . . .	36
IV A	Ecoles . . . . .	37
IV B	Education des adultes . . . . .	38
IV C	Aperçu des activités en matière de culture physique . . . . .	39
V	Assurances sociales . . . . .	40
VI A	Maladies contagieuses . . . . .	41
VI B	Installations médicales et services d'hygiène . .	42

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Sujet</u>	<u>Page</u>
VII	Ventes de produits locaux . . . . .	43
VIII	Production industrielle . . . . .	44
IX A	Importations en provenance de la République fédérative populaire de Yougoslavie . . . . .	45
IX B	Exportations à destination de la République fédérative populaire de Yougoslavie . . . . .	46
IX C	Echanges commerciaux avec la zone anglo-américaine	47
X A	Distributions de denrées alimentaires . . . . .	48
X B	Valeur en calories des denrées rationnées distribuées au consommateur moyen . . . . .	49
X C	Récapitulation des articles distribués . . . . .	50
XI A	Mouvements de la population . . . . .	51
XI B	Liaisons maritimes entre la République fédérative populaire de Yougoslavie, l'Istrie et Trieste (zone anglo-américaine) au 15 septembre 1949 . . . . .	52
XI C	Réseau d'autobus . . . . .	53
XII	Budget de l'exercice 1949 . . . . .	54

## INTRODUCTION

Le Gouvernement militaire de l'armée yougoslave pour la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste a l'honneur de présenter au Conseil de sécurité son rapport annuel pour la période comprise entre le 15 septembre 1948 et le 15 septembre 1949.

Pendant cette période, le Gouvernement militaire de l'armée yougoslave s'est conformé aux mêmes principes qu'au cours de la période précédente : respect des dispositions du Traité de paix et transfert de l'administration aux autorités civiles compétentes.

Le Gouvernement militaire s'est borné à assurer le contrôle général de l'oeuvre des autorités civiles. C'est pourquoi l'effectif de son personnel n'a pas dépassé, pendant cette période encore, le chiffre de cinquante. Le Gouvernement militaire se déclare entièrement satisfait de la manière dont les autorités civiles se sont acquittées de leur tâche. Dans les services des autorités civiles, le niveau professionnel a été relevé de façon très sensible afin que ces services soient en mesure de mener à bien les travaux qui leur incombent.

La situation générale de la zone se trouve caractérisée par les faits suivants :

1. La paix et l'ordre règnent entièrement dans la zone. L'égalité complète entre les trois nationalités - slovène, italienne et croate - a été réalisée dans les domaines politique, économique et culturel; les ressortissants de ces trois nationalités travaillent dans un esprit de coopération amicale à améliorer le bien-être général. Les droits de l'individu et les droits civils sont garantis.
2. De grands progrès ont été accomplis au cours des douze derniers mois dans le domaine économique. Le niveau de vie de la population s'est sensiblement amélioré et les besoins culturels de la population font l'objet d'une grande attention.
3. Tous les partis et organisations politiques du Territoire travaillent de concert avec les autorités civiles; il est donc possible de dire que la population participe intégralement à la gestion des affaires publiques. L'Union antifasciste italo-slovène, qui est le parti politique le plus puissant et le plus nombreux, coopère très étroitement avec les autorités civiles et apporte une contribution fort importante au développement et au progrès économiques de la zone.

4. Dans les villages, de nombreuses coopératives paysannes qui sont constituées englobent des Slovènes, des Croates et des Italiens. Les autorités civiles appuient de tout leur pouvoir le mouvement coopératif dans les villages, car elles estiment que ce mouvement permettra d'accroître la production agricole et d'élever ainsi encore davantage le niveau de vie de la population de la zone.

En ce qui concerne la situation économique et politique dans la zone yougoslave et les relations avec la zone anglo-américaine du Territoire libre de Trieste, le Gouvernement militaire croit devoir rendre compte de ce qui suit :

Il est notoire que la zone yougoslave s'est trouvée dans une situation économique et financière difficile en 1949. Cette situation résultait des faits suivants :

1. Les échanges commerciaux entre la zone anglo-américaine et la zone yougoslave étaient pratiquement inexistants, en dépit des efforts constants déployés par le Gouvernement militaire de l'armée yougoslave en vue d'augmenter, conformément aux dispositions du Traité de paix, le volume des échanges entre les deux zones.
2. L'Italie refusait de se conformer aux obligations financières qui lui incombait aux termes du Traité de paix, à savoir de fournir à la zone yougoslave les quantités d'instruments monétaires dont elle avait besoin. L'ensemble de l'édifice financier et économique de la zone se trouvait donc en danger.

Cette situation a contraint le Gouvernement militaire de l'armée yougoslave à orienter, dans une mesure encore plus grande que l'année précédente, sa politique économique vers la République fédérative populaire de Yougoslavie. Le Gouvernement militaire de l'armée yougoslave tient à souligner que le Gouvernement de la République fédérative populaire de Yougoslavie a généreusement répondu à toutes ses demandes justifiées : la zone a pu disposer de toutes les quantités de marchandises dont elle avait besoin et qu'elle ne pouvait pas obtenir d'autres sources et elle a bénéficié d'un prêt de 500.000.000 de dinars. Le Gouvernement militaire s'est ainsi trouvé en mesure d'améliorer la situation financière de la zone et d'ajuster la circulation monétaire aux besoins de l'économie en voie d'expansion. Le Gouvernement militaire a informé le Conseil de sécurité de ces faits dans son rapport du 2 juillet 1949 (S/1348).

L'aide généreuse de la République fédérative populaire de Yougoslavie a eu pour résultat de permettre une amélioration appréciable de la situation économique de la zone; cette amélioration s'est traduite par de grands progrès économiques et par une élévation sensible du niveau de vie de la population. A la suite de cette aide, la sympathie dont est l'objet la République fédérative populaire de Yougoslavie a grandi ainsi qu'en témoignent les manifestations d'amitiés et les fréquentes démonstrations d'enthousiasme à l'égard de la République fédérative populaire de Yougoslavie, notamment au moment de l'échange de la monnaie dite yougo-lire contre des dinars. La population s'est rendu compte qu'elle aurait été laissée dans le besoin et vouée à une grave pénurie de produits essentiels sans l'aide fournie par la République populaire fédérative de Yougoslavie. De la sorte, les liens entre la population de la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste et la population yougoslave de la République fédérative populaire de Yougoslavie ont encore gagné en force et en profondeur.

C'est pourquoi la campagne chauvine menée par certains milieux italiens de Trieste et l'affirmation de revendications irrédentistes sur la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste ont été désavouées par la population de la zone yougoslave qui, unanimement s'est prononcée contre ces revendications et les a repoussées. La population de la zone yougoslave était en mesure de s'assurer sur place que cette campagne se fondait sur des informations manifestement inexactes, forgées pour les besoins de la cause afin de donner une justification morale aux revendications irrédentistes sur la zone yougoslave des milieux italiens dont il s'agit. La population pouvait ainsi se rendre compte par elle-même que cette campagne antiyougoslave transformait, par exemple, des criminels de droit commun (brigands et voleurs) en prisonniers politiques et qualifiait de déportation en masse de ressortissants italiens expulsés de la zone yougoslave les rares cas où le Gouvernement militaire avait occupé des locaux d'habitation. En réalité, les familles italiennes et yougoslaves en question ont été réinstallées dans des logements équivalents. Il n'est donc pas surprenant que cette campagne se soit heurtée à la désapprobation, non seulement des éléments croates et slovènes de la population, mais aussi des Italiens de la zone yougoslave, qui jouissent de tous les droits démocratiques conformément au Traité de paix.

Par contre, la population de la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste a pris connaissance avec consternation des mesures qui ont été et qui sont encore prises dans la zone anglo-américaine contre la population démocratique

en général et contre les Slovènes en particulier. Les poursuites judiciaires engagées contre des antifascistes de Trieste à cause de leur activité à l'égard de criminels de guerre fascistes, les restrictions frappant l'emploi de la langue slovène en zone anglo-américaine, les mesures discriminatoires prises contre les écoles et le personnel enseignant slovène constituent un ensemble de faits qui ont profondément impressionné la population de la zone yougoslave, à qui le sort de leurs compatriotes inspire les plus vives inquiétudes.

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, le Gouvernement militaire s'est employé de toutes ses forces à améliorer les relations économiques et autres entre les deux zones. Il continuera dans cette voie à l'avenir en espérant que tous les efforts déployés dans ce sens ne seront pas vains.

On trouvera dans les chapitres qui suivent un exposé détaillé de l'oeuvre accomplie par les autorités civiles et des résultats qu'elles ont obtenu sur le plan économique et culturel dans la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste.

## I. ORGANISATION DU GOUVERNEMENT CIVIL ET ADMINISTRATION DE LA JUSTICE DANS LA ZONE YOUGOSLAVE

### 1. Autorités civiles

Le rapport relatif à l'année précédente (S/1065) contenait un exposé sur la constitution et le développement des autorités civiles, ainsi que sur leur organisation telle qu'elle existait à l'époque. Il convient de compléter cet exposé de la façon suivante :

A sa séance du 14 novembre 1948, le Comité populaire régional de l'Istrie (IONO) a décidé d'élargir sa composition à titre temporaire en admettant dans son sein, jusqu'aux élections générales suivantes, les membres des Comités populaires des districts de Koper et de Buje.

Par suite de cette décision des autorités civiles, le Comité populaire régional de l'Istrie, qui compte maintenant 145 membres, a pris une plus grande importance et se trouve en mesure de traiter les questions délicates auxquelles il doit donner une solution.

Le Comité exécutif de l'IONO a perfectionné ses méthodes pour les ajuster aux besoins résultant du développement des activités économiques.

Une Section des affaires communales et une Section du tourisme ont été créées. Les sections suivantes, qui dépendaient auparavant du Département de l'économie, sont devenues indépendantes et élevées au rang de Départements: Section du commerce et de l'approvisionnement, Section de l'industrie, Section du bâtiment et Section de l'agriculture. En outre une Commission économique a été instituée.

Les Comités populaires annexes ont été réorganisés suivant les mêmes principes.

Afin de relever le niveau professionnel du personnel des services des autorités civiles et d'augmenter l'efficacité de l'administration, plusieurs stages de formation professionnelle ont été organisés séparément et conduits en slovène, en italien et en croate.

### 2. Justice

La démocratisation du mode d'existence, ainsi que le développement économique de la zone yougoslave, ont rendu nécessaire la réglementation de certaines questions que ne régissait pas la législation existante. A cette fin, le Comité populaire régional de l'Istrie a publié des décrets et des règlements afin de : renforcer dans la zone la sécurité assurée par la loi.



C'est ainsi qu'un décret du Comité populaire régional de l'Istrie a aboli la peine de mort pour les crimes qui sont de la compétence des tribunaux des autorités civiles. L'adoption de cette mesure démocratique, qui témoigne de l'esprit démocratique qui anime l'oeuvre des autorités civiles, a été rendue possible parce que la situation est absolument calme et normale dans la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste. La diminution sensible du nombre des crimes et délits, sur laquelle on ne saurait trop insister, en est la confirmation (voir l'annexe I).

La deuxième décision importante du Comité populaire régional de l'Istrie a été prise le 14 novembre 1948 et concerne les expropriations; elle détermine avec précision les cas dans lesquels une propriété peut faire l'objet d'une mesure d'expropriation et fixe la procédure légale d'expropriation. L'expropriation ne peut avoir lieu que pour un motif réel d'intérêt général, c'est-à-dire lorsqu'elle est nécessaire pour permettre l'exécution de travaux publics dont bénéficie la collectivité. La décision énumère expressément ces travaux publics et prescrit formellement le versement d'une indemnité correspondant aux biens expropriés.

On trouvera à l'annexe II la liste de toutes les décisions ayant force de loi prises par le Comité populaire régional de l'Istrie et par son Comité exécutif. Ces décisions sont publiées régulièrement dans le journal officiel Sluzheni List par le Gouvernement militaire de l'armée yougoslave pour la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste et par le Comité populaire régional de l'Istrie.

Les tribunaux et le Ministère public poursuivent leur oeuvre normalement. Les autorités civiles attachent une grande importance au respect de la loi, qui est une condition indispensable pour que l'évolution démocratique puisse se faire normalement. La tâche la plus importante du Ministère public consiste à veiller à l'application de la loi. Une Commission du Comité populaire régional de l'Istrie statue, d'après les propositions du Ministère public, sur les requêtes concernant le respect de la loi.

Il convient de souligner l'un des résultats les plus remarquables de la libre évolution démocratique qui a eu lieu dans la zone yougoslave : toutes les haines nationales, raciales et religieuses ont presque complètement disparu et sont pratiquement éteintes. Ce résultat a été obtenu, entre autres, par l'adoption de dispositions spéciales ayant force de loi (décision modifiant et complétant la décision du 14 novembre 1947 interdisant toute excitation à la haine nationale

raciale ou religieuse).

3. Département de l'intérieur et Défense populaire

Il convient de signaler, à propos de l'oeuvre du Département de l'intérieur, qu'au cours de l'année qui vient de s'écouler les services de l'état civil ont été réorganisés conformément à la décision complétant l'arrêté du 20 septembre 1948 relatif à la tenue des registres de l'état civil. Il en est résulté une simplification de méthodes du fait que des registres identiques, imprimés en trois langues, ont été ouverts dans toute la zone. Les autorités ont organisé plusieurs stages afin de mettre des fonctionnaires compétents au courant de ces méthodes.

Les statistiques du Département de l'intérieur indiquent qu'au cours de l'année le nombre des crimes et délits a diminué de près de 29 pour 100 par rapport à l'année précédente. Ce recul important de la criminalité est la conséquence du caractère profond pris par l'évolution démocratique dans la zone, de l'élévation du niveau de vie et du développement du sens des responsabilités sociales dans les masses (voir l'annexe I).

La Défense populaire est un organisme chargé d'assurer la protection de l'ordre et de la sécurité publiques; il est rattaché au Département de l'intérieur. Au cours de l'année écoulée l'organisation de la Défense populaire a été très améliorée du fait que la majeure partie de son personnel a terminé sa préparation en école et a suivi divers stages. L'effectif reste à peu près ce qu'il était l'année dernière : 112 personnes environ par unité de Défense populaire.

## II. ACTIVITE DES ORGANISATIONS

Il y avait dans la zone yougoslave, au 15 septembre 1949, sept partis et organisations politiques, cent organisations d'autre nature et huit organisations religieuses qui étaient enregistrés. En voici la liste :

1. Partis et organisations politiques :
  - 1) Union antifasciste italo-slovène
  - 2) Front de libération du Territoire libre de Trieste
  - 3) Parti communiste du Territoire libre de Trieste
  - 4) Front antifasciste féminin
  - 5) Union de la jeunesse antifasciste du Territoire libre de Trieste
  - 6) Parti socialiste du Territoire libre de Trieste
  - 7) Front pour l'indépendance de l'Etat libre du littoral
2. Organisations d'autre nature :
  - a) Organisations s'étendant sur la totalité de la zone :
    - 1) Section de Koper de l'Alliance éducative slovène et croate
    - 2) Centre italien culturel et éducatif de Koper
    - 3) Union de culture physique pour la zone yougoslave du territoire libre de Trieste
    - 4) Société de culture physique
    - 5) Club des chasseurs
    - 6) Club d'échecs
    - 7) Club des philatélistes
  - b) Organisations de district :
    - 1) 33 sociétés slovènes culturelles et éducatives
    - 2) 12 sociétés italiennes culturelles et éducatives
    - 3) 29 sociétés croates culturelles et éducatives
    - 4) 18 clubs sportifs italiens
    - 5) 1 club sportif slovène
3. Organisations religieuses :
  - 1) Société de Saint Vincent de Paul des hommes
  - 2) Société des jeunes gens et des enfants
  - 3) Société de Saint Vincent de Paul des femmes
  - 4) Société catholique des jeunes filles
  - 5) Les prières de l'Apôtre

- 6) Société de Marie
- 7) Congrégation du Sacré Coeur de Jésus
- 8) Alliance de la jeunesse catholique

Toutes les organisations et tous les partis, qu'ils soient slovènes, italiens ou croates, exercent librement leur activité et jouissent d'une entière liberté et des mêmes droits. La différence que l'on peut constater entre le nombre des organisations qui existaient l'année précédente et le nombre de celles qui existent cette année s'explique par certaines fusions et certaines réorganisations intérieures (voir l'annexe III).

Quels que soient leurs objectifs politiques, tous les partis jouissent dans le cadre de la légalité de la même protection reconnue par la loi.

Les diverses organisations religieuses ont de même leur liberté d'action. La liberté du culte est assurée intégralement. Lorsque des représentants de l'Eglise se sont livrés à des attaques ouvertes contre les autorités civiles et les organismes qui en dépendent, c'est-à-dire lorsque certaines organisations religieuses ont été utilisées à des fins politiques, les sanctions ont consisté seulement en réprimandes.

### III. INSTRUCTION PUBLIQUE

#### 1. Ecoles

Un aperçu historique de l'évolution de la question scolaire en Istrie figure dans le rapport de l'année dernière, qui retrace également les efforts couronnés de succès déployés par les autorités civiles pour organiser les écoles de façon appropriée. Ces efforts sont à l'origine d'un perfectionnement du fonctionnement du système scolaire, d'une amélioration de son efficacité et d'une élévation du niveau de l'enseignement dans la zone.

Les autorités civiles s'efforcent de placer l'enseignement, afin d'en assurer le succès, dans les conditions matérielles les meilleures qu'il soit possible d'obtenir. Le budget de l'instruction publique s'élève à 315.353.820 dinars, ce qui représente 21 pour 100 du budget total de la zone. La sollicitude marquée par les autorités civiles à l'égard des écoles s'est matérialisée par la construction de nouveaux bâtiments scolaires et l'achat des livres et du matériel nécessaires. Les autorités se sont particulièrement attachées à faire inscrire dans les écoles tous les enfants jusqu'à l'âge de 14 ans et à veiller à ce qu'il fréquentent régulièrement les classes. En outre, les autorités civiles ont augmenté l'effectif du corps enseignant et se sont préoccupées d'élever sa compétence professionnelle. Les programmes et la qualité de l'enseignement ont été améliorés. Dans toutes les écoles, l'organisation régulière de réunions de parents d'élèves a fourni aux parents et aux professeurs l'occasion d'examiner ensemble toutes les questions scolaires. Ces dispositions ont contribué à améliorer de façon sensible le système scolaire de la zone tant en ce qui concerne la qualité de l'enseignement que le nombre des écoliers et étudiants.

Au total, 79,7 pour 100 de tous les écoliers ont terminé avec succès l'année scolaire qui vient de finir.

A l'heure actuelle, on compte en moyenne 32 écoliers par professeur.

Les écoles maternelles sont rattachées administrativement aux écoles primaires. Il s'agit d'institutions de préparation scolaire fréquentées par les enfants qui ne sont pas encore en âge de suivre les classes normales. Les écoles maternelles accueillent un grand nombre de jeunes enfants. Les écoles maternelles qui ont fonctionné au cours de l'année étaient au nombre de 10 pour les enfants slovénes, de 4 pour les enfants croates et de 8 pour les enfants italiens.

L'organisation des écoles maternelles est satisfaisante tant du point de vue de

la compétence du personnel que des installations matérielles.

Si l'on se reporte au tort que le fascisme et l'occupation allemande ont fait à la population du Territoire dans le domaine scolaire, les résultats acquis jusqu'à présent n'en apparaissent que plus grands. Les progrès remarquables qui ont été accomplis sont mis en relief par le fait que les écoles primaires ont ouvert dès cette année des classes de cinquième et de sixième alors qu'en 1945 la plupart des enfants de moins de 10 ans étaient illettrés.

Outre les écoles primaires et secondaires ordinaires, la zone yougoslave compte plusieurs internats spécialisés. Il convient de mentionner particulièrement l'internat pour les enfants sourds-muets qui donne un enseignement primaire en quatre classes. Cet internat compte 3 professeurs et 35 élèves.

De plus, il existe dans la zone 2 foyers assez importants réservés aux enfants des combattants de la Résistance et aux enfants pauvres des trois nationalités.

L'année prochaine, les autorités civiles se proposent d'ouvrir à l'intention de tous les enfants sans distinction, un certain nombre de foyers dont les pensionnaires pourront, tout en suivant les classes normales, se divertir et grandir dans de bonnes conditions d'hygiène.

## 2. Education des adultes

Au cours de l'année, les autorités civiles se sont efforcées de compléter l'instruction et d'élever le niveau culturel des habitants de la zone que leur âge empêche de suivre les classes ordinaires. Elles ont donc organisé 13 cours d'illettrés à l'intention des adultes; ces cours ont réuni 125 personnes. Elles ont en outre fait donner des cours spéciaux que près de 600 personnes ont suivis. Les conférences populaires et les représentations de caractère culturel qui se succèdent à intervalles réguliers contribuent à relever le niveau culturel de la population.

Pour compléter les grandes bibliothèques qui existent dans les villes, les autorités ont ouvert 33 nouvelles bibliothèques de village au cours de l'année. Les bibliothèques possèdent de grandes quantités de livres et le nombre des personnes qui fréquentent les institutions augmente constamment.

L'oeuvre ayant pour objet d'élever le niveau d'instruction et de culture de la population se poursuit également de façon satisfaisante dans le cadre de l'Alliance éducative slovène et croate (qui groupe 33 sociétés éducatives slovénes comptant 3.279 membres et 29 sociétés éducatives croates comptant 2.446 membres) et des Circoli di cultura popolare italiens (qui sont au nombre de 12 et groupent 1.252 membres).

Le théâtre de Koper qui a été complètement restauré, accueille des troupes de passage venant des théâtres de Trieste, de Ljubljana et de Zagreb. Rien n'est négligé à cet égard.

Trois expositions de peinture ont été organisées au cours de l'année avec un grand succès.

Les résultats acquis dès maintenant sont fort importants et la population participe à l'oeuvre culturelle et éducative avec un enthousiasme inouï. Les autorités civiles continueront à favoriser ces aspirations en leur accordant leur plein appui et le concours le plus complet.

Une liste des écoles, des organisations et des clubs de culture physique figure aux annexes IV A, IV B et IV C.

#### IV. SERVICES SOCIAUX

L'administration du système d'assurances sociales obligatoires est confiée à l'Institut des assurances sociales conformément au règlement publié par les autorités civiles. Cet institut, dont le siège est à Koper, s'occupe de l'assurance-maladie, de l'assurance-accidents et de l'assurance-chômage.

L'institut consent à ses membres les avantages suivants : traitement en clinique, en hôpital, en sanatorium ou en station climatique; assistance financière pendant les périodes d'incapacité de travail due à la maladie; assistance financière aux soutiens de famille pendant les périodes de traitement en hôpital ou en sanatorium; assistance en cas de maternité, médicaments, traitements thérapeutiques; paiement des frais funéraires lors du décès d'un assuré ou d'un membre de la famille d'un assuré.

Le nombre des assurés augmente continuellement; il s'est accru de 25 pour 100 l'année dernière. L'assistance fournie par l'Institut des assurances sociales touche un cercle de plus en plus grand de personnes. C'est ainsi que le nombre des malades envoyés pendant l'année, en sanatorium et en station climatique a triplé par rapport à l'année précédente.

Au cours de la période dont traite le présent rapport, les autorités ont publié divers règlements concernant les assurances sociales qui avaient pour objet d'améliorer sensiblement la situation des assurés.

Depuis le 1er janvier 1949, les cotisations au titre des assurances sociales qui sont exclusivement à la charge des employeurs, ont été ramenées de 32 à 30 pour 100.

Le nouveau règlement du 1er janvier 1949 a comblé une lacune importante du système des assurances sociales. Selon l'ancien règlement relatif à l'assurance générale des travailleurs, les assurés ne recevaient de pensions qu'en cas d'incapacité de travail ou lorsqu'ils avaient atteint l'âge de la vieillesse et la famille ne touchait aucune prestation si l'assuré venait à décéder. En vertu du nouveau règlement, par contre, les personnes dont le soutien (époux, père) est décédé entre le 1er janvier 1940 et le 31 décembre 1944 reçoivent des allocations familiales à condition que le défunt ait bénéficié de l'assurance contre l'incapacité de travail et de l'assurance-vieillesse au moins pendant les cinq dernières années de sa vie. Une solution a ainsi été donnée au problème



que posaient les veuves parvenues à un âge avancé qui, dans la plupart des cas, n'ont d'autres ressources que celles qui leur vient des assurances sociales.

La pension accordée à une personne qui a été assurée pendant plus de 35 ans s'élève au minimum à 3.600 dinars par mois.

Au 1<sup>er</sup> septembre 1949, il y avait dans la zone yougoslave environ 1.300 assurés qui touchaient des allocations ou une pension.

Comme les pensions, les allocations familiales ont été augmentées le 1<sup>er</sup> janvier 1949 (Annexe V).

Il convient de souligner que les bénéficiaires de pensions au titre de l'ancien système italien font peser une lourde charge financière sur la zone. Cette question n'a pas encore reçu de solution.

Au cours de l'année, aucune indemnité de chômage n'a été versée car il n'existe absolument pas de chômage. Mieux encore, on constate une demande de plus en plus élevée de main-d'oeuvre; cette demande suit la courbe du développement économique.

L'Institut des assurances sociales a commencé au cours de l'année la construction d'un vaste sanatorium pour les tuberculeux; les travaux seront bientôt terminés.

## V. SANTE PUBLIQUE

Le montant élevé des crédits budgétaires et des dotations, qui, pour les divers services et institutions d'hygiène dépassait 40.000.000 de dinars, a permis de réorganiser les hôpitaux et d'augmenter le nombre des lits.

Le service d'inspection sanitaire ainsi que les services d'hygiène préventive et prophylactique chargés de la lutte contre les maladies contagieuses ont été perfectionnés dans une grande mesure tandis que l'effectif du personnel médical technique était augmenté.

Afin d'améliorer d'une manière générale les conditions sanitaires et d'éliminer une source possible de contagion, les autorités ont développé le réseau des égouts, amélioré la distribution d'eau, ouvert un certain nombre d'établissements de bains publics dans les villes et accéléré l'oeuvre de vulgarisation en matière d'hygiène. L'effet décisif de ces mesures s'est déjà fait sentir par une amélioration de la santé de la population, notamment en ce qui concerne les enfants et les jeunes gens. Les annexes VI A et VI B montrent que la santé de la population s'est améliorée par rapport à l'année précédente.

Les maladies contagieuses sont en recul sur l'an passé. Il en est de même des maladies contagieuses des enfants.

Il a été constaté au cours de l'été beaucoup moins de cas de typhus et de fièvre typhoïde qu'auparavant.

La lutte contre la tuberculose a compris une campagne de vaccination au BCG (cette vaccination n'avait toutefois pas un caractère obligatoire). La commission qui a procédé aux vaccinations s'est rendue dans 66 localités de la zone et a vacciné environ 5.000 enfants après en avoir examiné quelque 8.000.

Il existe maintenant dans la zone trois hôpitaux comprenant des salles de médecine générale, des salles de chirurgie et des salles d'accouchement. L'aménagement d'une salle de tuberculose pulmonaire à Piran et la construction d'un vaste hôpital près de Koper sont sur le point d'être achevés. L'hôpital de Buje a été doté d'un nouveau matériel.

Au cours de l'année, les autorités ont ouvert trois nouveaux dispensaires antituberculeux; elles en ouvriront un autre dans quelques mois. Pendant le dernier semestre, plus de 4.000 personnes ont été examinées dans ces dispensaires. Il existe dans les grandes villes des dispensaires de consultations prénatales où le nombre des visites a dépassé 2.000. Pendant l'année, près de 7.000 consultations et visites ont eu lieu dans les 9 dispensaires placés sous la direction des médecins de district.

Le service d'hygiène a été réorganisé depuis l'année dernière. Il convient de souligner que l'effectif du personnel médical technique augmente constamment. En outre, les médecins militaires ont procédé gratuitement à environ 3.000 examens.

## VI. SITUATION ECONOMIQUE

### 1. Agriculture

Les autorités ont accordé leur meilleure attention à l'agriculture, qui est la branche économique la plus importante de la zone yougoslave. Elles se sont fixées comme tâche principale d'augmenter la production et de réduire le prix de tous les produits agricoles dans l'ensemble de la zone. Pour ce faire, il a fallu rendre productives des régions qui avaient jusqu'à présent été laissées en friche et intensifier, en l'améliorant, la production agricole existante.

A cette fin, les autorités ont fait procéder dès le début de l'année à de vastes travaux de bonification des terres afin d'étendre la région productive. D'importants programmes de bonification des terres sont en cours d'exécution dans les vallées de la Mirna et de la Dragonja comme le sont des programmes plus modestes dans d'autres régions. La mise en oeuvre méthodique et synchronisée de tous les programmes agricoles de caractère technique a permis d'accroître la production antérieure. La méthode a remplacé l'anarchie qui existait auparavant. Les facteurs les plus importants qui ont été retenus sont ceux qui ont trait aux conditions climatiques considérées du point de vue de l'agriculture et aux besoins particuliers du marché.

Pour l'élevage, le but principal a consisté à obtenir la plus grande production possible de viande de boucherie et de lait.

Malgré la sécheresse, tous ces objectifs ont été atteints.

Selon les estimations qu'il est possible de faire dès maintenant, la production de vin a été satisfaisante cette année, sauf dans les régions montagneuses où la sécheresse a fait de grands ravages. La production a été bonne parce que les vignerons ont reçu en temps utile tout ce dont ils avaient besoin. Le service chargé de la lutte contre les péronosporées s'est acquitté de sa tâche avec un plein succès cette année. Beaucoup a également été fait pour la reconstitution des champs de vigne. Pour ne parler que de l'année dernière, la production des jeunes plants a été portée à un million de pieds. En vue d'améliorer la situation en matière de caves, on procède à la construction de deux nouvelles caves modernes dont la capacité atteindra 400 charretées. Ces caves joueront un rôle très utile pour le classement et la normalisation des vins.

Afin de donner un nouvel essor à la production des fruits, on a procédé à la constitution de vastes vergers. Un programme relatif à la collecte de semences

d'arbres fruitiers est en cours d'exécution.

Les vergers existants ont été parfaitement protégés.

L'application des méthodes de sélection des semences a commencé et, en outre, la lutte contre les parasites des céréales a été poursuivie, le tout à titre entièrement gratuit. Ces mesures se sont déjà traduites par une augmentation appréciable du rendement à l'hectare.

Au cours de l'année, la superficie enssemencée en pommes de terre, en pois et en légumes de toutes sortes a été accrue dans de larges proportions. L'ensemble de cette superficie a accusé une augmentation de l'ordre de 30 pour 100.

Au début de l'année, les autorités civiles ont distribué aux producteurs 250.000 jeunes plants et 45 quintaux de semences diverses. Elles ont également réparti, pour les semailles d'automne et de printemps, 348 charretées de superphosphates, de nitrophoskas, d'engrais azotés, de sels de potasse et de nitrate et de sulfate d'ammonium.

Les autorités civiles ont mis à la disposition des producteurs au cours de la campagne des machines agricoles dont la valeur dépasse 10 millions de dinars.

Les autorités ont également pris un grand nombre de mesures destinées à améliorer l'élevage. Ces mesures comprennent l'importation de reproducteurs de haute qualité, la distribution judicieuse des fourrages supérieurs, l'immatriculation et la sélection des taureaux, etc. Les résultats déjà acquis ont augmenté le cheptel de 20 pour 100 par rapport à l'avant-guerre.

La production de la volaille s'est accrue de 50 pour 100 environ. Pendant l'année, l'apiculture et l'élevage des porcs ont fait l'objet d'une plus grande attention; ces sources de production avaient jusqu'à présent été complètement négligées. Tout le matériel nécessaire à cette fin a été placé à la disposition des producteurs. L'élevage du porc était rare dans la zone avant la guerre; or, dès l'année dont traite le présent rapport, la production de porcs a permis de faire face à tous les besoins en matières grasses, viande, etc.

Le reboisement des terrains dénudés a également fait l'objet de toute l'attention nécessaire.

Tous les succès enregistrés dans les branches de l'agriculture qui viennent d'être passées en revue ont été rendus possibles au premier chef par le concours apporté par la République fédérative populaire de Yougoslavie qui a aidé la zone en lui fournissant non seulement du matériel de toute sorte, mais aussi du personnel technique qu'il lui était impossible de se procurer ailleurs.

## 2. Industrie

L'industrie la plus importante de la zone est l'industrie alimentaire qui comprend notamment les conserveries de poisson Arrigoni et Ampelea d'Izola et d'Umag, et l'usine De Langlade de Koper. Il existe en outre de petites distilleries situées à Koper, à Izola et à Momjan qui produisent des liqueurs, des spiritueux, de l'alcool de vin, etc. Certaines de ces entreprises ont été créées cette année. Il existe également une usine de conserves de fruits et une fabrique de confiture.

Jusqu'à l'année dernière, l'industrie des conserves de poisson était aux prises avec de sérieuses difficultés car elle devait importer des matières premières et du poisson frais. Au cours de l'année, ces difficultés ont été éliminées et toutes les fabriques travaillent maintenant à pleine capacité. L'annexe VIII indique les progrès accusés par la production pendant l'année. Deux fabriques de pâtes alimentaires ont été créées au cours de l'année. Leur capacité de production correspond à la consommation intérieure de ces produits.

Les salines de Strunjan et de Portoroz ont été entièrement modernisées pendant l'année. La production de sel a quadruplé par rapport à l'année précédente. Ce résultat est dû en partie aux circonstances favorables et en partie à la modernisation des installations.

L'usine Salvetti de Piran produit des savons de toute sorte et des cristaux de soude en quantité suffisante pour satisfaire la demande intérieure.

La briqueterie Kardone d'Izola a augmenté sa production de près de 30 pour 100.

Le chantier de construction maritime de Piran, qui construit principalement des embarcations de bois, produit à pleine capacité.

Les usines à gaz qui avaient été complètement négligées pendant la guerre travaillent également à plein rendement.

Tous ces exemples démontrent d'une part que la production accuse une augmentation générale et d'autre part que l'attitude de la population à l'égard du travail s'est modifiée. Son désir de produire autant qu'elle peut le faire se manifeste dans tous les domaines.

## 3. Bâtiment

Pendant la période allant du 15 septembre 1948 au 15 septembre 1949, toutes les activités du bâtiment ont marqué une augmentation importante. Le développement économique général de la zone offre un cadre où existent les meilleures conditions matérielles possibles pour la création d'entreprises de construction, grandes et petites.

L'accroissement des activités du bâtiment s'est accompagné d'une augmentation de la demande de matériaux de construction. L'absence de grandes entreprises industrielles dans la zone avait jusqu'à présent empêché le développement de l'industrie des matériaux de construction. Les autorités civiles et le Gouvernement militaire de l'armée yougoslave ont veillé à ce que les matériaux et les matières premières existant dans la zone soient utilisés en premier lieu. A cette fin, plusieurs briqueteries ont été réorganisées et agrandies, plusieurs autres ont été créées, de nouvelles carrières ont été ouvertes, la construction de plusieurs fours à chaux a été commencée, etc. Tous les autres matériaux ont été fournis exclusivement par la République fédérative populaire de Yougoslavie.

Les faits suivants témoignent de l'augmentation des activités du bâtiment au cours de l'année : les sommes effectuées aux grands travaux de construction ont atteint 12 millions de dinars en 1947, 71 millions de dinars en 1948 et 210 millions de dinars jusqu'à présent en 1949. On prévoit qu'à la fin de l'année le montant des dépenses s'élèvera à 356.771.000 dinars. Il ne s'agit là que des travaux concernant les grands édifices; la construction d'immeubles de moindre importance, dont il n'est pas tenu compte dans les chiffres ci-dessus, se poursuit parallèlement;

Si l'on tient compte de l'enthousiasme des travailleurs, de l'organisation des entreprises de construction et des résultats déjà obtenus, on peut conclure avec certitude que tous les travaux de construction prévus seront entièrement terminés pour la fin de l'année. Le nombre des travailleurs employés dans l'industrie du bâtiment a plus que quintuplé.

Tous les immeubles en cours de construction ont surtout une importance de caractère économique, culturel et social. Ils sont destinés à élever le niveau culturel et économique de la population de la zone.

#### 4. Pêche

Ni la flotte ni le matériel de pêche n'ont été renouvelés pendant la guerre. Il a donc été nécessaire de remettre complètement en état l'ensemble de la flotte de pêche. Il a non seulement fallu réparer les embarcations et leurs moteurs, mais encore remplacer la plupart des filets et, mesure indispensable, munir tous les bateaux d'installations modernes d'éclairage.

Pendant l'année, les chantiers ont construit dix nouveaux bateaux; la capacité de production de la flotte s'en est trouvée accrue de 50 pour 100 par rapport à l'année précédente. Les résultats obtenus ressortent des faits suivants :

Au cours de la période comprise entre le 15 septembre 1947 et le 15 septembre 1948, les bateaux de pêche avaient pris 600 tonnes de poisson; or ils en ont pris 2.200 tonnes entre le 15 septembre 1948 et le 15 septembre 1949, ce qui représente une augmentation de près de 250 pour 100. Pour le ramassage des moules, les quantités ont été, pour les périodes correspondantes, de 418 et de 920 tonnes, soit une augmentation de 119 pour 100.

Afin de permettre une étude des possibilités en matière de pêche du thon en haute mer, la République fédérative populaire de Yougoslavie a prêté cette année à la zone quatre bateaux spécialement équipés pour la pêche de ce poisson. Cette étude a donné jusqu'à présent des résultats satisfaisants. Le chantier de Piran a déjà reçu une commande concernant la construction et l'aménagement de plusieurs nouveaux bateaux pour la pêche au thon.

5. Commerce et approvisionnement de la population.

L'amélioration des méthodes de répartition, le fonctionnement efficace des établissements commerciaux et l'augmentation des rations garanties fournies à la population représentent les facteurs qui ont exercé une influence décisive et ont permis les grands progrès réalisés dans ce domaine.

Les rations ont été sensiblement augmentées. Celles des travailleurs sont supérieures de 30 à 50 pour 100 à ce qu'elles étaient l'année dernière. En outre, la liste des produits dont la distribution est garantie s'est augmentée d'un certain nombre de nouveaux articles.

Le pain, la viande, la farine et plusieurs autres denrées ne sont plus rationnées. Le marché intérieur est beaucoup mieux approvisionné notamment en ce qui concerne les matières grasses, la viande et diverses autres denrées produites sur place.

L'approvisionnement en bois de chauffage a été satisfaisant, en dépit du fait que tous les combustibles, le bois comme le charbon, doivent être importés de Yougoslavie. Le bois de chauffage est en vente libre.

Tous ces produits sont vendus à moitié prix aux familles des travailleurs.

Les disponibilités en articles textiles et en chaussures se sont améliorées dans les mêmes proportions que celles des denrées alimentaires et leurs prix sont inférieurs de 30 à 50 pour 100 à ceux qui étaient pratiqués l'année précédente.

On trouvera ci-après un aperçu de l'augmentation des rations pour chacune des catégories de consommateurs :

	<u>Nombre de points</u>		<u>Pourcentages d'augmentation</u>
	1948	1949	
Carte de travailleur R1	140	210	50
Carte de travailleur R2	120	180	50
Carte de travailleur R3	60	80	33
Carte d'enfant ID1	80	110	37
Carte d'enfant ID2	90	120	33
Carte de citoyen	60	80	33

En outre, les travailleurs reçoivent des attributions spéciales d'articles textiles à prix réduit, notamment des vêtements de travail et des chaussures.

Le marché libre complète de façon appréciable les distributions garanties de certains produits; les prix de ces articles ont été récemment réduits afin de les mettre à la portée de tous (voir les annexes X A, X B et X C).

Une comparaison entre les quantités consommées en 1949 et en 1948 figure à l'Annexe VII.

#### 6. Tourisme

Au cours de la période examinée dans le présent rapport, beaucoup a été fait pour la renaissance du tourisme. Les établissements de bains de Portoroz ont été reconstruits et la station balnéaire de St. Nikolaj agrandie.

Un certain nombre de pensions de famille et d'hôtels sont en mesure de recevoir des hôtes. Les autorités mettent à exécution des plans concernant l'amélioration de la plupart des régions visitées par les touristes ainsi que la modernisation complète de certains grands établissements.

Des travaux de cet ordre, qui ont entraîné des dépenses dépassant 30 millions de dinars, sont déjà terminés. Un crédit d'environ 15 millions de dinars sera consacré à la mise en oeuvre de projets complémentaires.

Le nombre des touristes qui ont visité les stations climatiques cette année au cours de la saison a dépassé 50.000 personnes.

#### 7. Commerce extérieur

Parallèlement à l'accroissement des échanges intérieurs, on a constaté une augmentation sensible du commerce extérieur au cours de la période allant du 15 septembre 1948 au 15 septembre 1949, ainsi que l'indiquent les annexes IX A, IX B et IX C.

Il convient de souligner le trait principal qui a caractérisé les échanges entre la zone et la République fédérative populaire de Yougoslavie : la Yougoslavie



a livré à très bas prix de nombreux produits industriels de première qualité, notamment des camions, des moteurs, des transformateurs, des concasseurs, etc. Ce fait a rendu possible l'amélioration appréciable de la situation économique de la zone qui a été constatée.

Le commerce effectué sur la base d'échanges entre la zone yougoslave et la zone anglo-américaine du Territoire libre de Trieste a quelque peu augmenté au cours des derniers mois.

## VII. FINANCES

Tous les Comités populaires de district et de ville ont, comme le Comité populaire régional de l'Istrie, un budget d'opérations financières indépendant. Ils disposent ainsi d'une autonomie économique complète.

Les budgets de tous ces comités se combinent de telle sorte que le comité populaire compétent occupant un rang supérieur groupe dans son propre budget tous les budgets des comités populaires qui dépendent de lui. Ainsi, le budget du Comité populaire qui a le rang le plus élevé contient l'ensemble des recettes et des dépenses de toute la zone.

Chaque comité présente et confirme séparément son propre budget à une réunion des comités populaires.

En règle générale, chaque comité populaire doit couvrir ses dépenses à l'aide de ses propres recettes. Si un comité populaire ne dispose pas de recettes suffisantes pour équilibrer son budget par ses propres moyens, il appartient au comité populaire qui lui est immédiatement supérieur de lui affecter une fraction de ses recettes. Les comités populaires n'ont donc plus à contracter des emprunts et à lever des impôts qui, inévitablement, retombent sur les membres les plus pauvres de la collectivité, car la nécessité de recourir à de telles pratiques a disparu.

Les dépenses et les recettes sont inscrites à divers chapitres du budget; pour 1949, ces chapitres sont les suivants :

RECETTES	<u>Dinars</u>
1) Produit de l'impôt .....	898.484.500
2) Versements des entreprises commerciales	20.000.000
3) Versements des institutions et offices	33.946.900
4) Report de l'exercice précédent .....	106.000.000

5) Dotations .....	418.897.412	
6) Recettes exceptionnelles diverses.....	14.802.000	
		1.480.328.812

#### DEPENSES

1) Dépenses d'investissement ..	356.771.000	
2) Travaux publics .....	213.719.400	
3) Instruction publique et culture populaire .....	315.353.820	
4) Santé publique et défense sociale.....	111.899.000	
5) Dépenses administratives des autorités civiles .....	467.524.592	
6) Réserves budgétaires .....	15.061.000	
		1.480.328.812

Ces chapitres sont subdivisés d'une façon extrêmement détaillée.

La répartition de l'impôt sur le revenu s'effectue dans l'esprit le plus démocratique; elle est confiée à des commissions constituées par les assemblées d'électeurs. Tout le monde a donc la possibilité de participer à la répartition des impôts; ce système assure une imposition appropriée correspondant à la situation financière du contribuable.

Jusqu'à présent, aucun cas de recouvrement forcé de l'impôt sur le revenu ne s'est produit.

Le chapitre 5), du budget a trait aux prêts en nature consentis par le Gouvernement de la République fédérative populaire de Yougoslavie au Comité populaire régional de l'Istrie par l'intermédiaire du Gouvernement militaire de l'armée yougoslave. Le Comité s'est trouvé dans l'obligation de solliciter ce prêt pour faire partiellement face aux dépenses rendues nécessaires par les destructions dues à la Deuxième guerre mondiale, destructions qui constituent le triste héritage laissé par les armées fascistes. Le Comité populaire régional de l'Istrie a demandé ce prêt parce qu'il estimait qu'il serait injuste de couvrir ces dépenses par un prélèvement d'impôts répartis sur une courte période, méthode qui aurait fait peser une lourde charge sur la population.

Un examen rapide du budget des autorités civiles permet de relever quelques faits caractéristiques. En premier lieu, le budget de 1949 est supérieur de 30 pour 100 à celui de 1948, ce qui témoigne de la rapidité des progrès de la zone

dans le domaine économique. Ensuite, le montant des crédits affectés à l'instruction publique et à la culture populaire met en relief la façon dont les autorités civiles se préoccupent d'élever le niveau d'instruction de la population dont la culture a été négligée depuis des siècles. Enfin, une comparaison entre les dépenses relatives à l'instruction et celles qui concernent la défense populaire indique que l'instruction l'emporte de loin, ce qui n'est pas le cas dans la zone anglo-américaine du Territoire libre de Trieste. Cette comparaison met en relief les progrès démocratiques qui ont été réalisés dans la zone yougoslave et la situation politique satisfaisante qui y règne.

Les crédits inscrits au budget montrent que les pensions ont été augmentées d'environ 100 pour 100 au 1er janvier 1949; cette mesure a même été étendue aux personnes pour lesquelles l'Italie est tenue de verser une somme correspondante.

Il convient de mentionner dans le chapitre du rapport consacré aux finances l'échange des yougo-lires contre des dinars qui a eu lieu en juillet 1949.

Le Conseil de sécurité a reçu un rapport séparé sur cette question (S/1348).

Le dernier rapport annuel (S/1066) et, plus encore le présent rapport, permettent de constater les progrès constants qu'a marqué le développement économique de la zone; ces progrès ont même été très rapides au cours de l'année écoulée. La circulation très restreinte de la yougo-lire opposait un sérieux obstacle à la marche continue du progrès économique. Afin de réaliser l'équilibre entre la circulation monétaire et la demande économique, le Gouvernement de la République fédérative populaire de Yougoslavie a demandé à maintes reprises au Gouvernement italien de fournir à la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste les instruments monétaires dont elle avait besoin, conformément à l'article 11 de l'Annexe VII au Traité de paix avec l'Italie. Le Gouvernement italien a refusé de faire droit à cette demande. Le Gouvernement militaire de l'armée yougoslave s'est donc trouvé contraint de solliciter l'assistance financière de la République fédérative populaire de Yougoslavie. En raison des difficultés que rencontrait la zone sur le plan économique, le Gouvernement de la République fédérative populaire de Yougoslavie a accepté de donner suite à la demande du Gouvernement militaire de l'armée yougoslave et a consenti à la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste un prêt de 500 millions de dinars.

Le Gouvernement militaire de l'armée yougoslave a prescrit l'échange des yougo-lires contre des dinars (Ordonnance n° 14 du 3 juillet 1949). Cet échange

s'est effectué dans l'ordre le plus complet les 4 et 5 juillet 1949. Sans aucune distinction de classe ou de nationalité, tous les éléments de la population ont procédé à l'échange avec discipline et ont manifesté leur approbation, car chacun se rendait compte que cette mesure ouvrait la voie à une nouvelle consolidation de l'économie.

Malgré la brièveté de la période qui s'est écoulée depuis l'échange, les effets positifs de l'adoption du dinar comme monnaie de la zone yougoslave se sont déjà manifestés. Ce n'est que de cette façon que la zone a pu assurer la circulation de la quantité nécessaire d'instruments monétaires; en outre, cette mesure a permis d'accroître le nombre des programmes de travaux publics et la rapidité de leur exécution, de mettre en chantier de nouveaux projets de construction de plus grande envergure et d'améliorer encore la vie économique, sociale et culturelle de la zone.

#### VIII. COMMUNICATIONS

En raison du fait que la ligne de chemin de fer Trieste-Kozina n'emprunte le territoire de la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste que sur quelques centaines de mètres, l'ensemble des transports de la zone se fait par la route et la voie maritime.

Avant la guerre, la ligne à voie étroite Trieste-Porec traversait la zone. Cette ligne a été démontée par les Italiens qui ont emporté tout le matériel utilisable.

Pendant l'année dont traite le présent rapport, les autorités ont pu organiser de façon satisfaisante le réseau de transports automobiles, tant en ce qui concerne les voyageurs que les marchandises.

Les indications concernant le réseau d'autobus figurent à l'Annexe XI C.

Au cours de la même année, des liaisons par voie maritime ont également été organisées de façon convenable aussi bien entre la zone yougoslave et la zone anglo-américaine qu'entre la zone yougoslave et la République fédérative populaire de Yougoslavie. L'importance du trafic maritime empruntant ces liaisons de courte distance est mis en relief par le fait que pendant l'année il a porté sur environ 1.500.000 voyageurs et quelque 62.000 tonnes de marchandises.

La région côtière se trouve maintenant dans l'ensemble en bonne condition et la reconstruction définitive de certains ports détruits pendant la guerre a commencé. Ces travaux permettront l'accès des ports à des navires de plus gros tonnage.

## IX. POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Au 15 septembre 1949, le Département des PTT comprenait 24 services, soit une augmentation de 5 par rapport à l'année précédente. Au cours de la même période certains bureaux de poste ont été agrandis et plusieurs autres réorganisés.

Le réseau postal dessert maintenant tous les villages, y compris les plus petits hameaux.

Le volume des communications assurées par les PTT a accusé une augmentation de 70 pour 100 au cours de l'année.

Pendant l'année, le réseau téléphonique a été complété par 50 kilomètres de nouvelles lignes et 54 kilomètres de lignes existantes ont été réparées. Trois nouveaux centraux téléphoniques ont été construits.

Le nombre des auditeurs de la radio inscrits s'est accru de 25 pour 100 au cours de l'année dont traite le présent rapport. Une nouvelle station radiophonique la "Radiodiffusion de la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste" a été inaugurée cette année.

Les PTT se procurent auprès de la Yougoslavie tout le matériel d'entretien dont ils ont besoin.

Conformément à l'accord sur les services des PTT qui a été passé entre le Ministre des postes de la République fédérative populaire de Yougoslavie et le Département des PTT du Gouvernement militaire de l'armée yougoslave, le Ministre des postes de la République fédérative populaire de Yougoslavie représente la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste à la Fédération postale mondiale à Genève.

Le Département des PTT est en correspondance avec l'Union postale universelle dont le Siège est à Berne.

Les annexes qui suivent exposent tous les faits qu'il est nécessaire de connaître au sujet du présent rapport, en fournissant des exemples détaillés et une documentation précise.

ANNEXE I  
STATISTIQUES DE LA CRIMINALITE

Nature des délits	juillet à décembre 1948	janvier à mars 1949	avril à juin 1949	Total
Spéculation et sabotage économique	22	6	3	31
Infractions contre le peuple et les autorités populaires	4	-	-	4
Fascisme	1	-	1	2
Haine nationale	4	-	-	4
Infractions contre l'administration de la justice	-	1	-	1
Infractions contre la sécurité, infrac- tions contre les biens, délits de la circulation	7	11	2	20
Infractions commises à l'occasion de l'exercice de fonctions officielles	4	1	1	6
Infractions contre la liberté	1	-	-	1
Faux	2	1	2	5
Meurtres	3	1	-	4
Blessures graves	5	2	2	9
Blessures légères	9	3	4	16
Menaces et délits similaires	13	-	2	15
Vol	11	8	6	25
Abus de confiance	2	-	-	2
Détournements de fonds	4	2	4	10
Détournements de biens	3	-	-	3
Délits contre la famille et les lois	2	2	2	6
Atteintes à l'honneur	12	6	8	26
Corruption de fonctionnaires	1	-	-	1
Infractions contre la propriété publique	3	2	2	7
Autres infractions	5	1	2	8
TOTAL	118	47	41	206

## ANNEXE II

### LISTE DES REGLEMENTS ET DECISIONS AYANT FORCE DE LOI PUBLIES PAR LE COMITE POPULAIRE REGIONAL DE L'ISTRIE ET SON COMITE EXECUTIF ENTRE LE 1er SEPTEMBRE 1948 ET LE 1er SEPTEMBRE 1949

#### A. Décisions du Comité populaire régional de l'Istrie (IONO)

- 1) Décision du 14 novembre 1948 relative aux fonctionnaires de l'administration publique
- 2) Décision du 14 novembre 1948 relative à l'élargissement temporaire de la composition du Comité populaire régional de l'Istrie.
- 3) Décision du 14 novembre 1949 relative aux locaux à usage d'habitation et à usage de bureaux.
- 4) Décision du 14 novembre 1949 relative aux expropriations.
- 5) Décision du 14 novembre 1949 relative aux infractions contre le peuple et les autorités populaires.
- 6) Décision du 14 novembre 1949 modifiant et complétant la décision relative aux diverses sortes de sanctions.
- 7) Décision modifiant la décision du 14 novembre 1947 relative à l'établissement de la liste des experts des questions économiques et des experts comptables.
- 8) Décision modifiant et complétant la décision du 7 décembre 1947 relative au recouvrement des impôts indirects dont sont frappés les produits mis à la disposition de la collectivité en Istrie et sur le littoral slovène.
- 9) Décision modifiant et complétant le règlement du 10 décembre 1945 relatif au recouvrement des impôts en Istrie et sur le littoral slovène.
- 10) Décision du 14 novembre 1948 relative à la vérification de la comptabilité des entreprises commerciales.
- 11) Décision modifiant et complétant la décision du 14 novembre 1947 relative à l'interdiction frappant l'excitation à la haine nationale, raciale ou religieuse.
- 12) Décision modifiant la décision du 3 août 1947 relative au fonctionnement de tribunaux du peuple en Istrie.
- 13) Décision relative à l'extension de la validité des règlements publiés par le Comité exécutif de l'IONO sur la base de l'article 58 de la décision concernant les fonctionnaires de l'administration publique.

- 14) Décision complétant la décision du 20 septembre 1948 relative à la tenue des registres de l'état civil.
- 15) Décision abrogeant la décision du 8 février 1948 du Comité populaire régional de l'Istrie.
- 16) Décision du 18 juin 1949 relative aux délits contraventionnels.
- 17) Décision du 18 juin 1949 relative à la tenue de registres nominatifs et au règlement concernant l'inscription obligatoire des arrivées et des départs.
- 18) Décision relative à la suppression des commissions agraires et à l'interdiction frappant l'établissement à la campagne de relations prohibées constituant le régime du colonat ou du métayage.

B. Arrêtés pris par le Comité exécutif de l'IONO

- 1) Arrêté du 10 août 1948 relatif à la création d'un institut autonome des assurances sociales à Koper.
- 2) Arrêté du 14 novembre 1948 relatif à la production d'huile d'olive pendant l'année économique 1948-1949.
- 3) Arrêté du 14 novembre 1948 relatif à la déclaration obligatoire des quantités de vins et de spiritueux produites.
- 4) Arrêté du 14 novembre 1948 relatif à la quantité de vins et de spiritueux que le producteur est autorisé à conserver pour sa propre consommation sans acquitter les droits locaux.
- 5) Arrêté relatif à l'abattage des porcs pendant l'année économique 1948-1949.
- 6) Arrêté du 14 novembre 1948 relatif à la réglementation de la mouture des diverses céréales et au versement d'un droit de mouture.
- 7) Arrêté du 14 novembre 1948 relatif à l'enregistrement obligatoire des habitants de l'Istrie en vue des distributions.
- 8) Arrêté du 14 novembre 1948 relatif à la tenue des registres de l'état civil et aux services de l'état civil.
- 9) Arrêté du 14 novembre 1948 relatif à la fréquentation scolaire irrégulière.
- 10) Arrêté du 14 novembre 1948 relatif au contrôle économique.
- 11) Arrêté du 30 novembre 1948 relatif aux métiers et professions.
- 12) Arrêté du 30 novembre 1948 relatif au classement des métiers et professions.
- 13) Arrêté du 30 novembre 1948 relatif aux traitements des fonctionnaires de l'administration publique.



- 14) Arrêté du 14 décembre 1948 relatif à la gestion des hôpitaux dans le territoire dépendant du Comité populaire régional de l'Istrie.
- 15) Arrêté du 7 décembre 1948 modifiant l'article 3 du règlement sur l'application des dispositions relatif aux assurances sociales, pour en rendre le texte conforme à la décision rendant obligatoire l'affiliation aux assurances sociales.
- 16) Arrêté du 7 décembre 1948 relatif au versement des allocations familiales aux ouvriers et employés.
- 17) Arrêté du 14 décembre 1948 modifiant la décision concernant le recouvrement des impôts et complétant le règlement régissant ce recouvrement, publié le 10 décembre 1945 par le Commissariat FNOO pour le littoral slovène (No.779) et publiés à la même date par le Comité populaire régional d'Istrie ainsi que par le Comité populaire de la ville de Fiume (No.5001).
- 18) Arrêté du 14 décembre 1948 relatif au règlement concernant les impôts sur les transactions commerciales publié par le Commissariat FNOO pour le littoral slovène (No.711) (Journal officiel Sluzbeni List FNOO NO.10/46-74 du 15 mai 1946 et par le Comité populaire régional de l'Istrie ainsi que par le Comité populaire de la ville de Fiume (Journal officiel Sluzbeni List ONO et NO pour l'Istrie et pour la ville de Fiume 3/46-15) du 14 décembre 1948.
- 19) Arrêté du 14 décembre 1948 relatif aux normes provisoires applicables dans l'industrie du bâtiment.
- 20) Arrêté du 21 décembre 1948 relatif à la réglementation des loyers.
- 21) Arrêté du 11 janvier 1949 relatif à la création d'un bureau de contrôle des poids et mesures et des métaux précieux et à l'institution d'un service de vérification des fûts pour la région de l'Istrie.
- 22) Arrêté du 8 février 1949 relatif aux compagnies de sapeurs-pompiers volontaires.
- 23) Arrêté du 22 février 1949 relatif à l'enlèvement obligatoire des tiges de maïs laissées dans les champs.
- 24) Arrêté du 8 mars 1949 relatif à la vente au marché libre du lait, du maïs, de la farine et de la balle d'orge.
- 25) Arrêté du 15 mars 1949 déterminant la rotation et l'importance des stocks nécessaires pour assurer la fourniture de produits industriels.

- 26) Arrêté du 29 mars 1949 relatif à la création d'une institution chargée de favoriser le progrès économique.
- 27) Arrêté du 5 avril 1949 relatif à l'inspection des taureaux reproducteurs.
- 28) Arrêté du 5 avril 1949 relatif à la collecte et à la livraison des os, du papier, du carton, des chiffons et de la ferraille.
- 29) Arrêté du 5 avril 1949 relatif à la marche à suivre pour désigner des travailleurs de choc et aux conditions requises pour obtenir cette qualité.
- 30) Arrêté du 13 avril 1949 relatif à la remise en état et à l'aménagement des parcs et jardins.
- 31) Arrêté du 13 avril 1949 relatif à la lutte contre la fièvre de Malte.
- 32) Arrêté du 20 avril 1949 relatif au minimum en matière de revenu et de pensions, à l'assistance et aux indemnités versées par les assurances sociales.
- 33) Arrêté du 18 mai 1949 relatif à la répartition des ouvriers et employés dans les diverses catégories de consommateurs.
- 34) Arrêté du 4 mai 1949 relatif à la livraison obligatoire du foin.
- 35) Arrêté du 18 mai 1949 relatif aux plans de construction.
- 36) Arrêté du 18 avril 1949 relatif à la fourniture de produits industriels aux ouvriers et employés au moyen de cartes supplémentaires.
- 37) Arrêté du 15 mai 1949 relatif aux fonctions et aux honoraires des sages-femmes de district et aux sages-femmes indépendantes.
- 38) Arrêté du 25 mai 1949 relatif aux entreprises de collectivité et aux entreprises économiques.
- 39) Arrêté du 1er juin 1949 relatif à la responsabilité disciplinaire et matérielle des ouvriers et des employés des entreprises, services et institutions économiques.
- 40) Arrêté du 1er juin 1949 relatif à la discipline du travail.
- 41) Arrêté du 1er juin 1949 relatif au doryphore.
- 42) Arrêté du 8 juin 1949 relatif au commerce et aux livraisons de céréales pendant l'année économique 1949-1950.

- 43) Décision du 1er juin 1949 concernant la création d'un bureau d'ingénieurs, d'architectes et de techniciens experts ayant son siège à Koper.
- 44) Arrêté du 15 juin 1949 abrogeant l'arrêté relatif à la mouture des céréales et au versement d'un droit de mouture.
- 45) Arrêté du 15 juin 1949 relatif aux frais de déplacement et de déménagement des fonctionnaires de l'administration publique.
- 46) Arrêté du 22 juin 1949 relatif au classement des auberges d'Istrie.
- 47) Arrêté du 6 juillet 1949 relatif aux mesures préventives contre la propagation des maladies contagieuses du bétail en Istrie.

ANNEXE III :

ORGANISATIONS ENREGISTREES

	Organi- sations italiennes	Organi- sations slovenes	Organi- sations croates	Organisations groupant plusieurs nationalités	TOTAL
A. Partis politiques	-	1	-	3	4
B. Organisations éducatives	12	33	29	-	74
C. Organisations d'édu- cation physique	9	-	-	15	24
D. Club de philatélistes	-	-	-	1	1
TOTAL	21	34	29	19	103

ANNEXE IV A  
SITUATION SCOLAIRE  
au 15 septembre 1949

	Slovènes	Italiennes	Croates	Total
<b>A. ECOLES PRIMAIRES</b>				
1) Nombre d'écoles	35	28	36	99
2) Effectif du personnel enseignant	79	128	53	260
<b>B. ECOLES SECONDAIRES</b>				
1) Préparatoires et techniques	3	7	2	12
2) Supérieures	3	5	-	8
3) Effectif du personnel enseignant	43	73	9	125
<b>C. ECOLES MATERNELLES</b>				
1) Nombre d'écoles maternelles	10	8	4	22
2) Effectif du personnel enseignant	13	8	4	25
<b>D. ECOLE DE SOURDS-MUETS</b>				
1) Nombre d'écoles	1	-	-	1
2) Effectif du personnel enseignant	3	-	-	3
<b>E. FOYERS D'ETUDIANTS</b>				
1) Nombre de foyers	3	1	1	5
2) Effectif du personnel enseignant	9	2	3	14
<b>F. ETAT DES ECOLES</b>				
1) Immeubles nouveaux	2	1	4	7
2) Immeubles reconstruits	9	-	7	16
3) Immeubles en cours de construction -		1	1	2
<b>G. POURCENTAGE DES ENFANTS AYANT TERMINE AVEC SUCCES L'ANNEE SCOLAIRE 1948-1949</b>				
1) Ecoles primaires	79%	68%	75%	74%
2) Ecoles secondaires	67%	47%	81%	65%

ANNEXE IV B  
EDUCATION DES ADULTES

	Slovènes	Italiennes	Croates	Nombre total
<b>ORGANISATIONS ET ACTIVITES</b>				
Sociétés éducatives	33	12	29	74
Bibliothèques	33	11	25	69
Clubs dramatiques	13	8	14	35
Clubs choraux	13	3	17	33
Clubs musicaux	4	9	7	20
Clubs folkloriques	-	-	3	3
Représentations en 1948-1949	107	84	205	396
<b>COURS DONNES EN 1948-1949</b>				
Cours d'illettrés	13	-	4	17
Nombre de personnes ayant suivi ces cours	125	-	35	160
Cours complémentaires de formation professionnelle	23	6	37	66
Nombre de personnes ayant suivi ces cours	663	127	662	1452

ANNEXE IV C  
APERCU DES ACTIVITES EN MATIERE  
DE CULTURE PHYSIQUE

Sections de culture physique	1939	1947-1948	1948-1949	Nombre de membres actifs en 1949
Football	8	13	36	432
Course à pied	2	5	8	165
Bicyclette	-	-	1	12
Balle au panier	6	7	15	163
Sports nautiques	2	1	2	78
Sections de chasseurs	1	2	2	538
Sections d'échecs	-	1	3	385
Alpinisme	-	-	1	62
Construction de modèles réduits	-	-	1	75
Gymnastique	-	-	7	845
Tennis de table	-	1	2	38

ANNEXE V  
ASSURANCES SOCIALES

	1948-1949	/ ou - 1947-1948
	(en dinars)	
A. Versements effectués par l'administration des assurances sociales		
1) Au titre de l'assurance-maladie	25.074.000	/ 14.220.339
2) Pensions (mensuelles)	1.970.185	/ 1.350.240
3) Assurance-accidents	345.135	/ 157.230
B. Pensions et autres versements perçus par les pensionnés de l'ancien système italien	13.401.363	/ 9.976.647
C. Allocations familiales	9.810.300	/ 6.319.000
D. Investissements : réparation et dotation en matériel de l'hôpital des tuberculeux pulmonaires et d'autres hôpitaux	15.000.000	-----
Total	65.600.983	

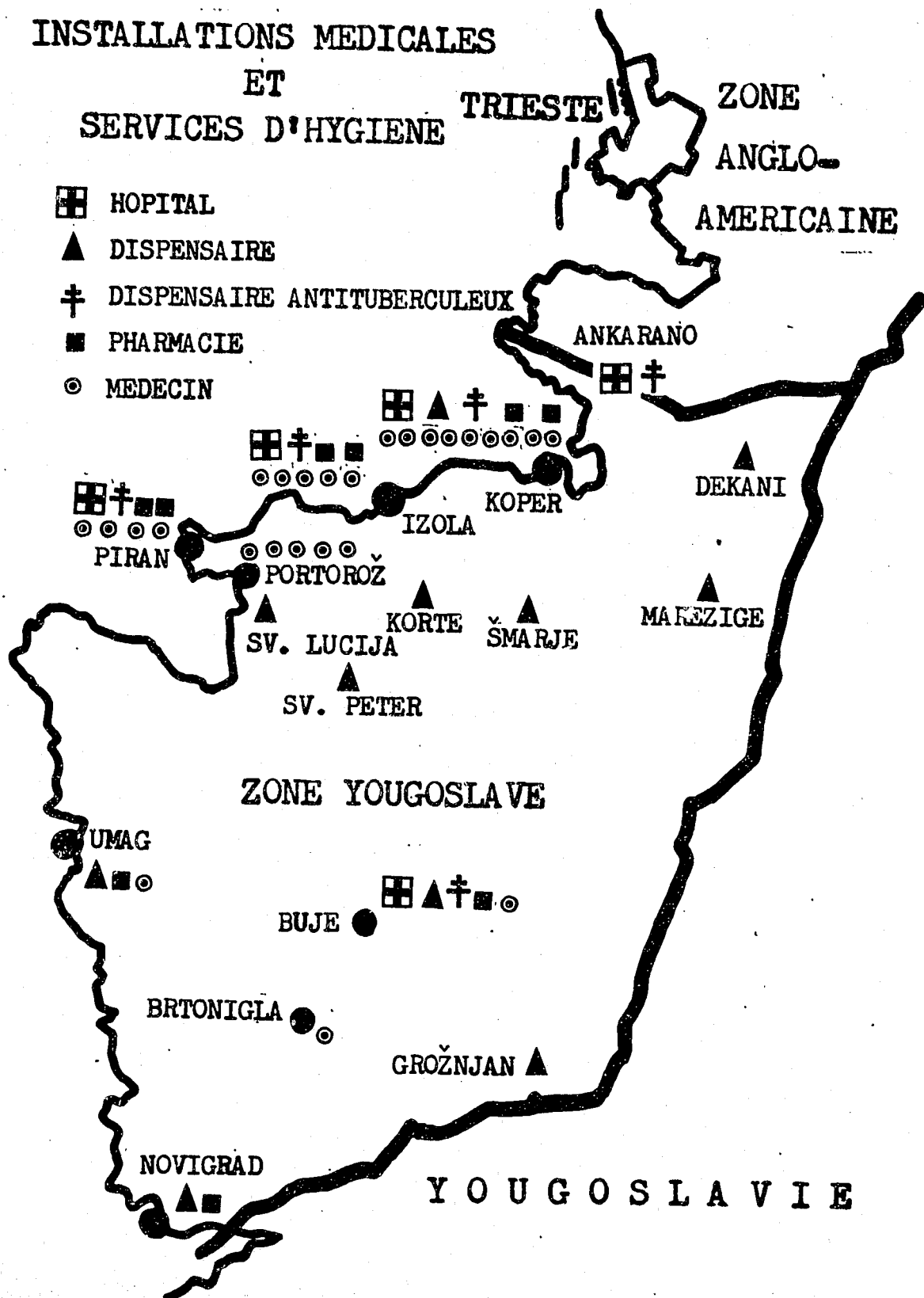


ANNEXE VI A  
MALADIES CONTAGIEUSES

Maladie	1er septembre 1948 au 1er septembre 1949	/ ou - 1947-1948
Méningite	9	/ 7
Trachome	27	/ 22
Typhus	7	- 20
Paratyphoïde A	6	- 6
Paratyphoïde B	1	- 13
Diphthérie	17	- 3
Scarlatine	5	- 18
Rougeole	1	- 1
Erysipèle	1	- 1
Fièvre de Malte	5	- 15
Poliomyélite	1	- 1
Tuberculose	23	- 29
Total	103	

ZONE YUGOSLAVE  
DU TERRITOIRE LIBRE DE TRIESTE  
INSTALLATIONS MEDICALES  
ET  
SERVICES D'HYGIENE

ANNEXE VI B



# ANNEXE VII

## VENTES DE PRODUITS LOCAUX

	Poids	VENTES		Consommation locale		Exportations à destination de Trieste		Exportations vers d'autres destinations	
		1948-1949 +, -, 1947-1948	1948-1949 +, -, 1947-1948	1948-1949 +, -, 1947-1948	1948-1949 +, -, 1947-1948	1948-1949 +, -, 1947-1948	1948-1949 +, -, 1947-1948	1948-1949 +, -, 1947-1948	1948-1949 +, -, 1947-1948
Froment	Tonnes	450	+	450	+	450	---	---	---
Orge	"	100	+	100	+	100	---	---	---
Maïs	"	370	+	370	+	370	---	---	---
Pommes de terre	"	3.827	+	774	+	5	6	3.077	+
Tomates	"	911	-	51	-	520	433	427	-
Pois	"	681	-	49	-	10	409	223	-
Cerises	"	1.561	+	87	+	8	369	1.474	+
Pêches	"	35	-	8	-	30	3	24	-
Fraises	"	112	+	3	-	4	82	27	+
Prunes	"	166	+	5	-	10	80	81	+
Bétail pour la boucherie	"	299	+	299	+	156	---	---	---
Lait	"	8.995	+	1.274	-	1.330	2.631	5.090	+
Vin	"	90.768	+	19.869	+	16.361	28.680	42.039	+
Spiritueux	"	14.684	+	5.884	-	522	1	8.796	+
Lard	"	10	+	10	+	10	---	---	---
Poisson	"	1.179	+	1.159	+	98	10	10	+

ANNEXE VIII  
PRODUCTION INDUSTRIELLE

Produits industriels		1948-1949	+ ou - 1947-1948
Sardines à l'huile en boîte	(kg)	594.169	+ 574.782
Filets de poisson à l'huile en boîte	(kg)	260.877	- 1.203
Autres conserves	(kg)	1.152.121	+ 425.231
Liqueurs	(litres)	90.655	+ 80.305
Alcools de vin	(litres)	36.381	+ 25.361
Spiritueux	(litres)	19.869	+ 19.703
Sel	(tonnes)	40.000	+ 30.500
Briques	(unités)	2.026.520	+ 523.400
Navires	(tonnes)	4.815	+ 4.815

ANNEXE IX A

IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE LA REPUBLIQUE  
FEDERATIVE POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE

Groupes de produits	Valeur en dinars
Matières premières	13.886.000
Denrées alimentaires	119.033.000
Chaussures et articles d'habillement	146.143.000
Carburants et lubrifiants	16.983.000
Matériaux de construction	51.066.000
Médicaments	6.302.000
Fruits et légumes	11.652.000
Produits chimiques	33.230.000
Matériel scolaire et matériel de bureau	6.642.000
Articles de nouveauté	14.716.000
Tabacs et allumettes	90.522.000
Vins, bières et liqueurs	16.990.000
Combustibles, bois de chauffage, charbon	19.615.000
Machines, outils et moteurs	5.625.000
Matériel électrique	3.128.000
Divers	11.144.000
TOTAL	566.677.000

ANNEXE IX B

EXPORTATIONS EN DIRECTION DE LA REPUBLIQUE  
FEDERATIVE POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE

(Valeur en milliers de dinars)

15 septembre 1948 au 15 septembre 1949	Vins, spiritueux et liqueurs	Fruits et lé- gumes	Denrées alimen- taires	Brosses, balais et pinceaux	Produits chimiques et autres produits	Divers
Septembre	13.628	3.912	2.738	-	-	-
Octobre	17.394	11.955	7.007	106	16	1.218
Novembre	72.340	6.968	3.324	427	12	75
Décembre	49.113	3.640	15.465	583	-	101
Janvier	19.075	7.316	18.652	1.007	15	43
Février	11.914	4.353	5.173	396	-	123
Mars	19.619	5.909	20.990	4.547	-	1.409
Avril	10.843	2.074	3.571	1.114	-	105
Mai	22.660	10.779	20.436	1.121	190	51
Juin	16.104	26.258	972	-	-	149
Juillet	20.983	26.106	7.231	2.933	2.190	64
Août	21.280	9.452	5.783	500	-	1.046
Jusqu'au 15 septembre	10.465	12.333	6.325	669	958	696
TOTAL	306.378	131.055	117.667	13.403	3.381	5.080

ANNEXE IX C

ECHANGES COMMERCIAUX AVEC LA ZONE ANGLO-AMERICAINE

Groupes de produits	(Valeur en lires italiennes)	
	Exportations	Importations
A. Fruits, légumes et vins	79.419.730	27.839.280
B. Denrées alimentaires	218.058.470	---
C. Produits industriels	---	50.985.220
D. Médicaments	---	5.606.320
E. Produits chimiques	---	30.327.275
F. Livres	---	6.642.870
G. Divers	1.592.240	13.485.090
TOTAL	299.070.440	134.887.055

ANNEXE X A

DISTRIBUTIONS DE DENREES ALIMENTAIRES

		T o t a l		
	Avec carte	Au marché libre	1948-1949	+ ou - 1947-1948
Farine blanche et produits				
à base de farine (tonnes)	5.258	147	5.405	+ 1.165
Matières grasses (tonnes)	447	2	449	+ 129
Viande (tonnes)	688	60	748	+ 230
Sucre (tonnes)	605	169	774	+ 24
Cacao (tonnes)	43	7	50	+ 40
Café (tonnes)	18	-	18	+ 13
Maïs (tonnes)	680	98	778	- 1.596
Savon (tonnes)	822	123	945	+ 142
Orge mondé (tonnes)	94	33	127	+ 79
Tomates en boîte (tonnes)	37	-	37	+ 37
Riz (tonnes)	61	-	61	+ 61
Oeufs (unités)	246.000	180.000	426.000	+ 426.000
Tabac (tonnes)	-	136	136	+ 4



ANNEXE X B

VALEUR EN CALORIES DES DENREES RATIONNEES  
DISTRIBUEES AU CONSOMMATEUR MOYEN

	Calories pour 100 grammes	Ration journalière		Calories	
		1948-1949	- ou + 1947-1948	1948-1949	- ou + 1947-1948
Pain	208	500	-	1.040	-
Farine de maïs	306	34	- 66	122	- 138
Matières grasses	427	37	-	158	-
Sucre	393	40	+ 10	157	+ 39
Viande fraîche	127	80	- 4	102	- 5
Farine blanche	371	17	+ 17	63	+ 63
Riz	357	17	+ 17	61	+ 61
Produits à base de farine	349	50	+ 50	174	+ 174
NOMBRE TOTAL DE CALORIES				1.877	+ 194

ANNEXE X C

RECAPITULATION DES ARTICLES DISTRIBUES  
(Valeur en dinars)

	Avec carte		Au marché libre	
	1948-1949	+ ou - 1947-1948	1948-1949	+ ou - 1947-1948
Textiles	113.765.000	+ 27.959.000	36.197.000	+ 30.104
Chaussures	23.447.000	+ 12.370.000	12.400.000	+ 11.949.000
Quincaillerie et ustensiles de cuisine	3.830.000	+ 3.580	2.650.000	+ 2.648.000
Articles divers	11.273.000	+ 9.391.000	26.723.000	+ 25.223.000
VALEUR TOTALE	152.315.000	49.723.580	77.970.000	+ 39.850.104

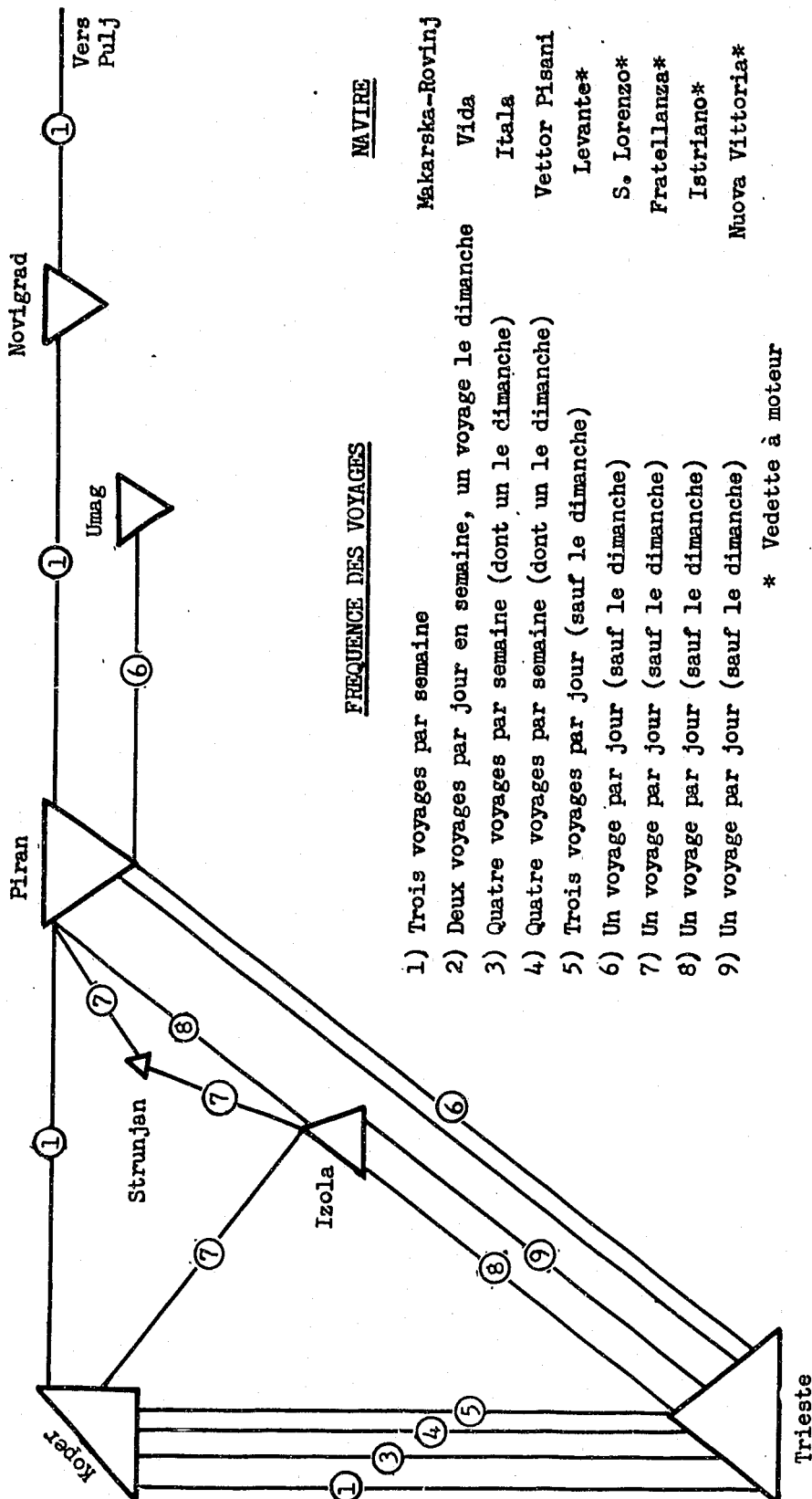
ANNEXE XI A

MOUVEMENTS DE LA POPULATION

	Citoyens de la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste	Citoyens de la zone anglo-américaine du Territoire libre de Trieste	Citoyens italiens	Citoyens yougo-slaves	Divers	Total
A. En direction de la zone anglo-américaine	374.699	270.320	348	4	26	645.397
B. En provenance de la zone anglo-américaine	371.214	269.802	386	4	37	641.493
C. En direction de la République fédérative populaire de Yougoslavie	26.102	2.810	116	10.382	12	39.412
D. En provenance de la République fédérative populaire de Yougoslavie	26.006	2.762	90	10.345	18	39.127

# LIAISONS MARITIMES ENTRE LA REPUBLIQUE FEDERATIVE POPULAIRE DE YOUgosLAVIE, L'ISTRIE ET TRIESTE (ZONE ANGLO-AMERICAINE) AU 15 SEPTEMBRE 1949

ANNEXE XI B



ZONE YUGOSLAVE  
DU TERRITOIRE LIBRE DE TRIESTE  
RESEAU D'AUTOBUS

TRIESTE

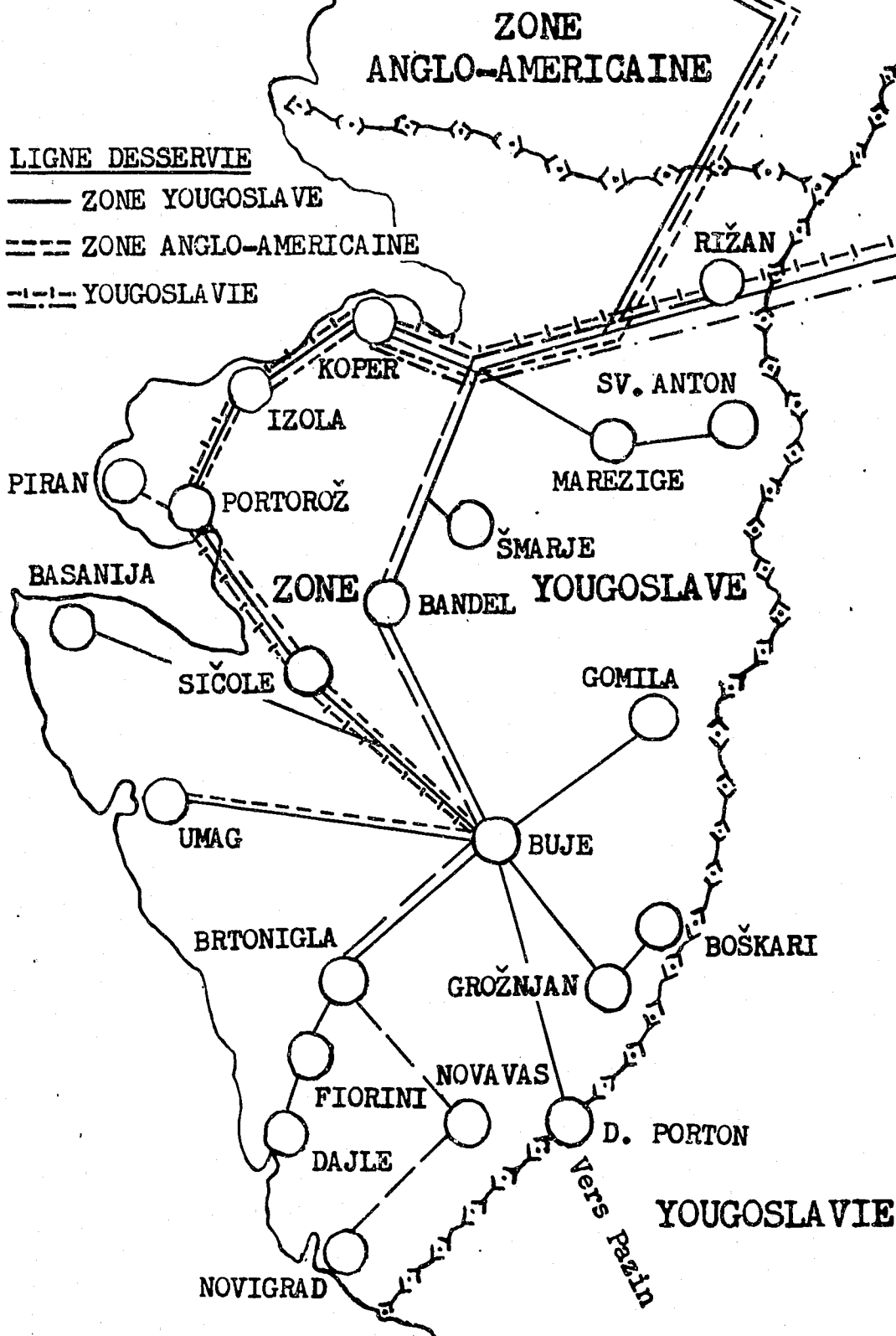
ANNEXE XI C

LIGNE DESSERVIE

—— ZONE YUGOSLAVE

--- ZONE ANGLO-AMERICAINE

-.-.- YUGOSLAVIE



ANNEXE XII  
BUDGET DE L'EXERCICE 1949

No		A. DEPENSES				TOTAL
I	Dépenses d'investissement	356 771 000	---	---	---	356 771 000
II	Travaux publics	178 422 000	3 000 000	25 042 400	1 650 000	213 719 400
III	Instruction publique et culture populaire	282 287 000	3 430 000	16 692 000	8 740 000	315 353 820
IV	Santé publique et défense sociale	47 100 000	43 484 000	4 251 000	16 724 000	111 899 000
V	Administration	335 429 200	48 598 000	41 467 092	27 610 500	467 524 502
VI	Réserves budgétaires	10 000 000	1 200 000	1 431 000	1 500 000	15 061 000
	Total des dépenses	1 210 009 200	99 712 000	88 883 612	56 224 500	1 480 328 812

B. RECETTES					
I	Versements des entreprises de district	20 000 000	---	---	20 000 000
II	Impôts	720 000 000	98 812 000	22 448 000	898 484 500
III	Versements des institutions et offices	20 650 000	900 000	4 297 400	33 946 900
IV	Report de l'exercice précédent	106 000 000	---	---	106 000 000
V	Recettes exceptionnelles diverses	3 000 000	---	---	3 000 000
VI	Dotations	340 359 200	---	62 138 212	418 897 412
	Total des recettes	1 210 009 200	99 712 000	88 883 612	1 480 328 812

